

BOUIRA

258 ouvriers de Cosider El-Hachimia mis à la porte

Les agents de sécurité de l'unité Cosider d'El-Hachimia, à 20 km au sud du chef-lieu de wilaya, observent depuis deux mois déjà un mouvement de protestation pacifique afin que les autorités locales les aident à garder leurs emplois.

En raison du manque d'un véritable plan de charge pour cette société de construction, les responsables de Cosider El-Hachimia projettent de délocaliser leur parc vers une autre région, en l'occurrence la commune de Djebahia, à 20 km au nord-ouest de Bouira, où, semble-t-il, les opportunités sont plus nombreuses.



Photo : DPA

Pourtant, il y a de cela quelques années, cette entreprise a été confrontée au même problème et le wali actuel a tout fait pour la garder au niveau de la wilaya de Bouira en lui octroyant un terrain de 7 hectares dans la commune d'El-Hachimia, en lui promettant du travail en

continu. Ce d'autant que la wilaya avait un vaste programme d'aménagement en perspective. Cependant, moins de deux années plus tard, l'entreprise s'est retrouvée sans projets, ce qui l'a poussée à libérer les 258 employés mis à la porte en raison de ce chômage tech-

nique. Aussi, les agents de sécurité, seuls rescapés de ces licenciements et restés sur les lieux pour protéger le matériel et les différents engins au niveau du parc, font tout pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur le sort réservé à leurs camarades qu'ils risquent de rejoindre dans un proche avenir. Pour ce faire, les protestataires ont adressé leurs revendications aux différentes instances étatiques, et spécifiquement le wali de Bouira, pour qu'il intervienne et empêche cette délocalisation qui priverait ces centaines d'ouvriers d'une existence digne.

Katya Kaci

ALGER

Douze travailleurs de la ferme Si-Rabah de Sidi-Bel-Abbès en grève de la faim

Selon un communiqué émanant du syndicat des travailleurs de la ferme Si-Rabah de Sidi-Bel-Abbès, 12 travailleurs ont rejoint Alger et entamé, dimanche dernier, un mouvement de grève de la faim devant le siège de la Société de gestion et de participation de l'Etat au développement agricole pour revendiquer leurs 31 mois de salaire qu'ils n'ont pas perçus.

Pour rappel, les travailleurs de la ferme Si-Rabah ont vu leur contrat résilié. Ils ont recouru à des

actions en vue d'être réintégrés leurs postes. Après bien des rebondissements, le départ du gérant de la ferme et la désignation d'un nouveau, les travailleurs ont

obtenu gain de cause et ont été, en mars dernier, réintégrés après une prise en charge de leurs revendications à l'exception du paiement de leurs 31 mois de salaire, une responsabilité que n'a pas voulu endosser l'actuel gérant alors que le chef de service de la Société de gestion et de participation de l'Etat au développement agricole a préféré soumettre le problème à ses

responsables. Une commission a été dépêchée sur les lieux et, à l'issue de son enquête, a fait état de l'absence de consignation des journées de travail sur le registre, mais les travailleurs maintiennent mordicus qu'elles ont été assumées. Devant le refus de paiement des 31 mois, les travailleurs ont opté pour une grève de la faim.

A. M.

SÉMINAIRE DES OBSERVATEURS-COORDINATEURS DU BAC À SÉTIF

Pour plus de crédibilité à cette mission

«Rôle et mission de l'observateur-coordonateur aux examens du baccalauréat», tel est le sujet de la première rencontre régionale qui sera organisée, mardi, à Sétif, par le ministère de l'Education nationale.

Cette rencontre regroupera quelque 500 observateurs-coordonateurs des centres d'examens de douze wilayas de l'est algérien, en plus des présidents des commissions de wilaya des observateurs du baccalauréat et des quatre directeurs des offices régionaux des examens et des concours des wilayas de Batna, Annaba, Oum-El-Bouaghi et Béjaïa. Les débats de cette journée seront enrichis

par les interventions de M. Boubaker Khaldi, secrétaire général au ministère de l'Education nationale, ainsi que par M. Salhi, directeur de l'Office national des examens et des concours. Cette rencontre a pour objectif de donner davantage de crédibilité à la mission de l'observateur lors des examens scolaires de fin d'année. Notons que le ministère de l'Education nationale a mobilisé, cette année, treize obser-

vateurs supplémentaires dans chaque centre d'examen contrairement aux trois dernières années où ils n'étaient que trois.

Le coordinateur-observateur est quant à lui chargé de préparer un rapport à l'adresse du président de la commission de wilaya, contenant toutes les informations et les observations sur cet examen.

Pour rappel, les épreuves du baccalauréat session 2011 qui débuteront le 11 juin prochain concerneront un nombre global de 496 665 candidats, dont 357 464 scolarisés.

Imed Sellami

SAÏDA

Un camion fou a failli décimer toute une famille

Les maquignons du marché à bestiaux situé à la sortie est du chef-lieu de wilaya sont encore sous le choc. Et pour cause, déferlant de l'amont d'une nouvelle voie connue par sa dangerosité, un camion en folie a heurté un véhicule léger d'une famille qui perd ainsi un adolescent de 15 ans et voit 3 autres frères blessés. Le corps de la victime a été transporté par la Protection civile à la morgue et les blessés ont reçu les soins nécessaires à l'hôpital Ahmed-Medeghri.

Le camion incriminé est un semi-remorque dont la charge de ciment et surtout la pente inconsidérée signent, en moins d'un mois, le

deuxième accident mortel comme pourrait le subir tout autre véhicule lourd en cas de défaillance mécanique.

Les routiers habitués à cette voie récente s'accordent à dire qu'«une grande part de responsabilité incombe au secteur des travaux publics» et de s'interroger si la DTP va continuer à comptabiliser d'autres victimes avant de corriger techniquement et surtout durablement ce tracé. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les causes exactes de ce nouveau drame.

Tahar Diab

BÉJAÏA

La RN 12 fermée à la circulation par des manifestants à El Kseur

La RN 12, reliant le chef-lieu de la wilaya de Béjaïa et les wilayas de Tizi-Ouzou, Bouira et Alger, a été fermée dans la journée d'hier, lundi, à la circulation automobile à l'entrée de la ville d'El Kseur, par les résidents des deux lotissements 130/131, baptisés lotissement du 5-Juillet pour exprimer leur colère suite à la non-satisfaction de leurs doléances par les pouvoirs publics.

Par leur action, les protestataires entendent exiger des autorités la viabilisation de leur lotissement, créé en 1978. «A chaque réclamation, c'est le même son de cloche et ce depuis plusieurs années. Les promesses des autorités pour une prise en charge de notre problème n'ont jamais été tenues», signalent les manifestants. Du côté des autorités, on annonce qu'une enveloppe de près de 40 milliards de centimes a été dégagée pour la viabilisation du lotissement en question et qu'il appartient à la Direction de l'urbanisme, de la construction et de l'habitat de lancer les travaux.

Des automobilistes, qui, pour diverses raisons, doivent emprunter les RN 26 et 12 dans les deux sens ont dû faire un véritable parcours du combattant pour arriver à leur destination. La fermeture de cette importante voie de communication a créé des bouchons monstres sur plusieurs dizaines de kilomètres.

SUITE À L'AGRESSION DU DIRECTEUR D'UN CEM À KHERRATA

Les enseignants marchent contre l'insécurité en milieu scolaire

Plusieurs centaines d'enseignants ont marché, hier, dans la ville de Kherrata, pour protester contre l'insécurité grandissante dans le milieu scolaire.

Une manifestation qui faisait suite à l'agression du directeur du CEM Chahid-Tahia Ahmed, mercredi dernier, devant l'école par un groupe d'individus étrangers à cet établissement scolaire. La victime a été évacuée en urgence vers la structure sanitaire de Kherrata pour les premiers soins avant d'être transférée vers l'hôpital Khellil-Amrane de Béjaïa. Le directeur du CEM s'en est sorti avec de graves blessures qui lui ont valu une incapacité de travail de 15 jours.

Les enseignants et les élèves se sont mobilisés à Kherrata en signe de soutien au directeur agressé. Les protestataires sont sortis dans la rue pour se faire entendre auprès des élus et des autorités compétentes de la ville et exiger que les établissements scolaires soient sécurisés.

A. K.

MASCARA

Au terme d'un sit-in, il se lacère la poitrine avec une lame

C'est un jeune voulant prendre la presse à témoin qui s'est rendu à la maison de la presse pour nous informer de ce qui se passait devant le siège de la daïra. Des cris de détresse sociale fusent. Trois jeunes, la poitrine nue, qui avaient observé un sit-in, refusent d'entendre raison alors que les policiers tentaient de les raisonner. Un de leurs concitoyens avait la poitrine ensanglantée.

Désespéré, il s'était lacéré le corps avec une lame. C'était insoutenable, les éléments de la Protection civile étaient là mais celui-ci refusait de se faire évacuer à l'hôpital. «Avec mes deux enfants, je n'ai pas droit à un logement décent !» criait-il à qui voulait l'entendre. Avec tout ça, ajoutait un autre, l'on reste indifférent à notre situation. D'autres demandeurs de logement se joignaient aux contestataires vers 16h.

M. Meddeber

Protestation non-stop devant le siège de la daïra

La protestation des demandeurs de logement, qui avait commencé dans la matinée de dimanche devant le siège de la daïra de Mascara, s'est poursuivie hier.

Celui que nous avons vu le torse ensanglanté après s'être lacéré le corps avec une lame avait passé la nuit sur les lieux avec d'autres protestataires. Hier, ils étaient encore là avec leurs couvertures. L'on avait placardé de nombreuses affiches sur les murs sur lesquelles l'on pouvait lire par exemple : protestation ou encore halte à la hogra à Mascara, ou nous voulons voir le wali. La porte de l'administration était fermée alors que l'on faisait introduire des citoyens par petits groupes, ceux qui observaient le sit-in étaient déterminés à continuer à occuper les lieux.

M. M.

GUELMA

Une caravane au secours de la Seybouse

Une caravane pour la protection de la Seybouse composée de bénévoles, écologistes pour la plupart, s'est donnée pour mission de sensibiliser les riverains et les industriels pour les encourager à opter pour des comportements plus écologiques à l'égard de cette richesse hydrique. Cette action qui a débuté cette semaine ciblera les wilayas de Guelma, El-Tarf et Annaba, apprend-on auprès des organisateurs. Faut-il rappeler que la rivière Seybouse a servi de décharge à ciel ouvert pendant plusieurs années. Elle reçoit régulièrement toutes sortes de déchets (urbains, industriels et autres), provenant des riverains et des usines implantées dans les régions avoisinantes (Guelma, Annaba, Souk-Ahras, El-Tarf). Les stations d'épuration opérationnelles restent insuffisantes, compte tenu du nombre important des unités industrielles du bassin de la Seybouse.

Pour toutes ces raisons, il apparaît pertinent de multiplier ce genre d'initiative qui vise à mettre en place une action de sensibilisation de grande envergure sur les risques qui menacent l'un des plus importants cours d'eau d'Algérie. Nouredine Guergour